

toute correspondance relative à cet édifice échangée entre le gouvernement du Canada et la municipalité de London ou l'un de ses fonctionnaires, entre le 12 novembre 1948 et le 10 avril 1951.

LE BEURRE

PRIX MINIMUM—PROPOSITION DES PRODUCTEURS LAITIERS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. J. A. Charlton (Brant-Wentworth): J'ai une question à poser au ministre de l'Agriculture. Le Gouvernement est-il disposé à établir le prix minimum du beurre à 62c. la livre afin d'assurer un approvisionnement raisonnable l'hiver prochain, ainsi que le proposent les producteurs laitiers canadiens?

Le très hon. J. G. Gardiner (ministre de l'Agriculture): La question est à l'examen. Le Gouvernement fera une annonce à cet égard aussitôt que possible.

M. Fraser: Quand cela?

PRODUITS AGRICOLES

ASSISTANCE FÉDÉRALE AUX PRODUCTEURS DE FRUITS DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest): J'ai une question à poser au ministre compétent. Le 19 mars, la Chambre a adopté une motion portant dépôt de documents que j'avais présentée au sujet de la correspondance échangée entre le gouvernement fédéral et celui de la Colombie-Britannique relativement à la compensation que devraient toucher les producteurs de fruits de la Colombie-Britannique dont les vergers ont été champlés. Le Gouvernement a-t-il reçu l'autorisation de la Colombie-Britannique au sujet de cette correspondance et quand les documents seront-ils déposés?

Le très hon. J. G. Gardiner (ministre de l'Agriculture): Le Gouvernement a reçu de la Colombie-Britannique deux ou trois propositions. Chaque fois, nous en sommes venus à cette décision, que nous avons fait connaître à la Chambre il y a quelques jours. Le montant en jeu ne nous paraît pas au-dessus des moyens de la province; d'ailleurs on estime, en général, que s'il y a lieu d'apporter une aide dans ce domaine, il appartient à la province de le faire.

M. Fulton: Puis-je moi aussi poser une question à ce propos? Le Gouvernement en est-il arrivé à une décision, et, dans le cas de l'affirmative, qu'a-t-il décidé au sujet des démarches plus récentes qui ont été faites, paraît-il, depuis huit à dix jours, par les fructiculteurs de la Colombie-Britannique?

Le très hon. M. Gardiner: C'est un des sujets qui ont été étudiés. C'est même de celui-là que nous nous sommes occupés en dernier lieu, pas plus tôt qu'aujourd'hui même. La décision n'a pas été différente à l'égard de l'autre.

M. Herridge: Le ministre de l'Agriculture n'a pas répondu à ma question. Je demandais enfin si le Gouvernement va déposer la correspondance et les documents réclamés par la motion en ce sens?

Le très hon. M. Gardiner: Je n'y vois pas d'inconvénients, monsieur l'Orateur. Les documents, je crois, ont été déposés jusqu'à une certaine date. Il y a eu, depuis, d'autre correspondance qui pourra également être déposée.

PRÊTS À LONG TERME AUX FINS DU REPEULEMENT DES VERGERS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. O. L. Jones (Yale): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une autre question que le ministre de l'Agriculture peut considérer comme une suite à la précédente. A-t-on examiné la requête des fructiculteurs, qui réclament, pour repeupler leurs vergers, des prêts à long terme moyennant un taux minime d'intérêt?

Le très hon. J. G. Gardiner (ministre de l'Agriculture): Oui, la question a été étudiée aujourd'hui et on a pris une décision comme on avait pris aussi une décision à l'égard de l'autre question.

L'ACIER

PRODUCTION DE DÉFENSE—QUESTION VISANT L'APPROVISIONNEMENT EN COLOMBIE-BRITANNIQUE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Angus MacInnis (Vancouver-Est): Puis-je avoir une réponse à la question que j'ai posée au ministre de la Production de défense, vendredi, au sujet de la correspondance échangée avec la *Sheet Metal Association of British Columbia*? Le ministre a-t-il le renseignement?

Le très hon. C. D. Howe (ministre de la Production de défense): Je regrette de n'avoir pas la documentation qui me permet de répondre à cette question. Je l'ai envoyé chercher ce matin. Tout à l'heure, je demandais justement à mon secrétaire si elle était arrivée, mais non. Je puis assurer au député que nous nous en occupons et qu'il aura la réponse demain.